

INDUSTRIALISATION, DÉSIDUSTRIALISATION ET FORMES DE MISE AU TRAVAIL

par Christian PALLOIX*

Dans son numéro de juillet-septembre 1986, la *Revue Tiers Monde* titrait « La nouvelle industrialisation », dont la perspective générale se nourrissait de quatre articles de M. Ikonicoff, C. Courlet et P. Judet, M. Humbert et A. Bressand.

A cette problématique de la nouvelle industrialisation, qui annonce la fin des paradigmes pour en produire bien évidemment des nouveaux, j'opposerai celle de la désindustrialisation actuelle du Tiers Monde dans la décennie 80. Précisément, la désindustrialisation sollicite fortement les sociétés du Tiers Monde dans ses formes de mise au travail, formes très différenciées entre une salarisation officielle restreinte, selon l'heureuse expression de G. Mathias, et les formes d'emploi (souvent de survie) de l'économie informelle, où l'on trouve la salarisation également. Cette sollicitation de la désindustrialisation peut-elle se parer du titre de « Nouvelle industrialisation » ?

I. *Nouvelle industrialisation ou désindustrialisation ?*

Il est de bon ton d'affirmer la fin des paradigmes : « La mise en cause est générale ; elle touche : idées, concepts, schémas relevant aussi bien du courant libéral que du courant radical dans le domaine de l'industrialisation et du développement... » (Courlet-Judet, p. 532). Bien sûr, il s'agit de la fin des paradigmes constitutifs des versions erronées de l'industrialisation du Tiers Monde jusqu'à nos jours. La condamnation de l'ancien libère la voie de la modernité, celle de « la nouvelle industrialisation » (Ikonicoff) qui reposerait sur un socle de paradigmes nouveaux, per-

* Professeur à l'Université d'Amiens et à l'IGDES.

mettant enfin de porter « attention à ce qui est non conforme, inattendu, instable et apparemment inobservable (pour) que s'ouvrent des voies pour le renouvellement des analyses dans le domaine de l'industrialisation et du développement » (Courlet-Judet, p. 532). Et si les nouveaux paradigmes n'étaient que pâles copies de paradigmes dits périmés !

a / La thèse de la « nouvelle industrialisation » est avancée sur la base de quelques propositions simples :

— L'idée d'industrialisation, à l'ancienne mode (1950-1980), ne fait plus recette, car d'un côté elle a été contrainte par une série de conjonctures (sécheresse et famine des sociétés rurales, détérioration des termes de l'échange, endettement) qui ont affaibli le processus, et de l'autre elle bute sur une mutation (nouvelle révolution industrielle) du système technico-industriel (Ikonicoff, p. 490-491). Ceci sous-entend que l'industrialisation à l'ancienne, selon les différentes versions que l'on en donne, n'a pas été capable de doter les pays du Tiers Monde d'un système productif industriel capable de contenir des conjonctures défavorables et de conduire le renouvellement et la mutation du système productif.

— La « nouvelle industrialisation » s'appuie sur une perception différente de son « environnement », du fait des dynamiques rurales qui précèdent et accompagnent toute dynamique industrielle (Courlet-Judet, p. 526, 533, 534), des dynamiques sociale et historique (Courlet-Judet, p. 534), décrites encore comme « socio-dynamique industrialisante » (Humbert, p. 551 et s.) et de l'insertion positive (1) du système socio-économique national dans le système industriel mondial (Humbert, p. 552).

— Le contenu de « la nouvelle industrialisation » est donné en référence à :

- une mutation très schumpétérienne des forces productives : « innovations en grappes autour de quelques activités dynamiques dont l'essor entraîne la transformation des procédés de production et de l'organisation du travail, le renouvellement ou la création de biens de capital, de biens intermédiaires et de biens de consommation » (Ikonicoff, p. 491), constitutive d'une troisième révolution industrielle ;
- une transformation du système productif, avec disparition de la distinction entre secteurs ou sections (Ikonicoff, p. 501, Bressand, p. 557), un nouveau contenu de la branche qui s'efface au profit de la notion de filière (*ibid.*) ;
- la montée des biens immatériels avec disparition de la notion de marchandises (Bressand, p. 556-557) ;

- une rupture des rapports entre modèle de consommation et structure industrielle (Ikonicoff, p. 511-522) où « une nouvelle manière de consommer » dynamise la production.

— Un nouveau paradigme de l'industrialisation s'esquisse, « les progrès par les marges » (Courlet-Judet, p. 532) : « A l'époque des logiciels et de la prolifération des réseaux, la richesse tirée des ressources humaines et des enracinements culturels prend le pas sur l'abondance des ressources naturelles ou d'espace comme sur les grandes dimensions du marché » (p. 535).

b / Débarrassons le modèle de la nouvelle industrialisation de quelques impuretés, de quelques bricolages qui feraient douter de sa crédibilité pour ne conserver que le noyau dur.

— Tout d'abord, examinons la proposition de « la fin des marchandises », corrélée à la montée des biens immatériels (Bressand). Certes, la théorie critique contemporaine, du moins un certain courant, a basculé d'une présentation de la société capitaliste comme société de « production de marchandises par des marchandises » (de Smith à Sraffa, en passant par Ricardo et Marx) à sa présentation comme *société monétaire*, où la monnaie est le lien social fondamental (Benetti-Cartelier, 1980, Aglietta, 1984), ce qui les conduit aussi à la présenter comme *société salariale*. Cependant, il ne viendrait pas à ces auteurs, parce qu'ils avancent la monnaie et le salariat sur le devant de la scène, l'idée d'annoncer « la fin des marchan-

Les investissements « immatériels »

(en milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984
FBCF totale	288,04	343,30	373,89	415,68	430,15	446,99
Recherche-développement	26,26	30,79	36,81	43,35	48,10	54,30
Brevets et licences	3,44	4,36	5,14	5,94	6,97	7,70
Formation	8,44	9,39	10,86	12,86	14,77	15,90
Publicité	17,40	20,30	23,20	27,25	30,90	34,95
Investissements commerciaux à l'étranger	2,10	1,83	2,28	2,20	1,23	1,20
Logiciels (estimations)	16,10	19,90	24,90	30,60	37,30	44,70
Investissements « immatériels »	73,75	86,57	103,18	122,20	139,27	160,43
Investissements immatériels en pourcentage de la FBCF	25,60	25,20	27,60	29,40	32,40	35,90

Source : Informations recueillies par le Crédit National.

dises ». Excusez du peu, mais, sans marchandise, il n'y a plus ni économique ni économie politique : pas de prix relatifs, pas de salaire, pas de monnaie, pas d'échange. À moins que cette proposition ne signifie que le ralliement à une théorie des biens dont la modalité de fixation des prix est celle de l'équilibre économique général, mais il faut annoncer la couleur. Venons-en aux investissements dits « immatériels » que Bressand estime à la hauteur de 40 %. Premièrement, fournissons les données françaises, puisqu'il s'agit du cas retenu (données statistiques disparates fort contestables).

On s'aperçoit que la part des investissements immatériels passe de 26 % en 1979 à 36 % en 1984 (40 % étant une estimation pour 1985), soit une réelle percée, mais qui se place *aussi* dans une phase de *stagnation de la FBCF globale*. Les taux de croissance annuelle de la FBCF évoluent comme suit selon les périodes :

+ 5,0 % en 1972-1976;
 + 3,6 % en 1976-1984;
 dont + 2,4 % en 1980-1984.

Il faut pour le moins replacer la percée des investissements immatériels dans l'évolution globale de la FBCF, avec une part qui s'élève déjà à 26 % en 1979.

Ensuite, l'examen du contenu des investissements immatériels (recherche-développement, formation, logiciels) mériterait de s'attarder sur sa réalité concrète dans le Tiers Monde, avec des données sur la matière. On risquerait de trouver une part croissante d'investissements immatériels sous forme... de brevets et licences, mais dont la signification serait tout autre. Enfin, il s'agit toujours de donner le modèle du « centre » comme seule référence d'un cheminement de l'industrialisation dans le Tiers Monde.

— Dans une théorie des biens, que révèle le marché, il n'y a apparemment pas besoin de cadre conceptuel à la production des biens : ni secteur ou section, ni branche; le marché suffit. Mais c'est un certain paradigme idéologique qui gouverne la présentation de nos auteurs qui en appellent aux faits (1) sous couvert d'idéologie : « Le regain de faveur actuel du marché est loin d'être seulement un phénomène idéologique » (Bressand, p. 558). Il aurait pu y ajouter le regain de faveur de l'entreprise. Quand M. Ikonicoff reprend à son compte la *dissolution* des concepts de secteur ou section et de branche, de quoi est-il question ?

Une dénonciation implicite parcourt la thèse de la nouvelle industrialisation, celle d'une industrialisation conduite par la section des biens de capital et qui aurait conduit à l'échec. Ce cheminement doit être aban-

donné au profit d'autres cheminements : privilégier le mode de consommation et la production des biens de consommation. Ce reniement nous ramène aux débats des années 60, où la thèse néo-classique du développement (l'import-substitution comme capacité de remonter les filières de production à partir des biens de consommation, l'application de la loi de proportion des facteurs, le développement par l'agriculture) s'opposait aux thèses industrialistes où la formation d'une section des biens de capital et d'une section des biens intermédiaires ouvrait la route à une section des biens de consommation. Effectivement, le débat n'a pas lieu d'être, faute d'un modèle concret à opposer à un autre. Il n'y a pas eu formation d'une section élargie des biens de capital dans le Tiers Monde, mais tout au plus formation d'une section des biens intermédiaires (sur fond de capital public) qui a pour objet d'alimenter une section limitée des biens de consommation (sur fond de capital privé), y compris pour le modèle d'industrialisation algérien. La thèse de la nouvelle industrialisation ne vient que légitimer les pratiques de développement passées et en cours, en les extrayant des contraintes du centre, sous couvert de dénonciation d'une industrialisation à l'ancienne très hypothétique.

— La thèse de l'insertion positive du système socio-économique national dans le système industriel mondial (Humbert) rappelle de vieux débats sur l'approche de l'économie mondiale des années 70, et ne se renouvelle que par le recours à l'approche systémique au lieu et place du marxisme. Le système industriel national n'existe que dans un rapport immédiat avec le système industriel mondial qu'il génère et dont il se nourrit, ce dernier étant la réalité ultime et seule reconnue qui garantit la bonne industrialisation du Tiers Monde (le centre comme seul modèle à copier !). L'insertion positive n'est que reniement de toute alternative propre aux pays du Tiers Monde.

Jusqu'ici, la thèse de la nouvelle industrialisation d'un côté ne sert qu'à légitimer le nouvel ordre international qui régit le Tiers Monde (je dirais désindustrialisation plutôt que nouvelle industrialisation), et de l'autre s'inscrit dans une dérive libérale qui n'ose encore s'afficher comme telle, mais qui fonctionne sur le reniement du cadre d'analyse classico-marxiste.

c / Le noyau dur de la thèse de la nouvelle industrialisation repose essentiellement sur deux éléments avancés par C. Courlet et P. Judet, la dynamique des rapports « société rurale - société industrielle », la dynamique de l'enracinement historique et sociétal d'où émergerait la nouvelle ressource fondamentale, la ressource humaine.

— La dynamique des relations industrie-agriculture rebondit cons-

tamment dans l'histoire de la pensée économique, depuis Adam Smith jusqu'au débat Boukharine-Préobrajensky sans oublier P. Bairoch qui avait souligné que les progrès en agriculture aux XVI^e et XVII^e siècles avaient autorisé la révolution industrielle du XVIII^e siècle en Grande-Bretagne.

Il est vrai qu'il convient de renouveler l'analyse des relations industrie-agriculture dans le développement, trop souvent marquée par l'hypothèse d'un surplus agricole qui doit être transféré à l'industrie comme base de l'accumulation dans une version « accumulation primitive ». Cette thèse me paraît erronée.

Toutefois, ce n'est pas cette version que contestent nos auteurs qui se rangent à la thèse de Bairoch où les progrès en agriculture sont la condition permanente du développement. Mais d'où viennent aujourd'hui les progrès en agriculture ? N'est-ce pas plutôt l'industrie qui transfère aujourd'hui vers l'agriculture, autorisant ainsi des « progrès » en agriculture, comme le montrent par exemple les comptes de surplus pour la France (Fresque historique du système productif) ? Les cas retenus (Corée du Sud) sont ceux de sociétés où l'industrie est fortement implantée. *A contrario*, les sociétés sans industrie n'ont aucune dynamique rurale. La société industrielle est la garantie d'une société rurale dynamique (sous certaines conditions) qui, en retour, entretient un certain équilibre sociétal dont bénéficie l'industrie.

— Plus forte est l'hypothèse de l'enracinement historique et sociétal. Mais que signifie cette hypothèse ? Il faut aller jusqu'au bout et ne pas s'arrêter en chemin pour retomber dans la découverte de « la ressource humaine » sur laquelle on pourrait ironiser : le capitalisme qui découvrirait la ressource humaine, la force de travail dans ses composantes historique et sociale, et qui ne ferait plus du capital la seule ressource qui s'approprierait la puissance productive de la société !

Nous avons souligné (Palloix-Zarifian, 1986) l'illusion d'une reproduction de la société par l'économique, l'illusion de la dynamique de l'économique, de son autonomie. Pas de dynamique économique qui ne repose sur la dynamique de la société civile et de la société de classes. L'économique confisque constamment la puissance productive de la société, mais sur la base d'une appropriation par le capital qu'on ne saurait oublier en chemin. Nos sociétés industrielles sont des sociétés capitalistes. Et ces sociétés capitalistes sont pour partie des sociétés salariales, avec une très grande diversité des formes de mise au travail. Pas de capital sans mise au travail !

Si l'économique (industriel) apparaît incapable d'assurer la reproduction des sociétés du Tiers Monde, il n'en est pas moins vrai que ces

sociétés dépendent pour partie de l'économie pour se reproduire. La désindustrialisation est une catastrophe pour la reproduction de la société, et ceci en dehors de tout discours industrialiste. La thèse de la nouvelle industrialisation ne fait que légitimer la désindustrialisation du Tiers Monde en s'appuyant sur les paradigmes du libéralisme.

II. La désindustrialisation du Tiers Monde

Les facturations des firmes d'ingénierie (*design firms*) et des assembleurs (*contractors*), fournies par l'enquête de la revue américaine *Engineering News Records*, fournissent une indication, à prendre avec beaucoup de précaution, de la formation de capital au niveau du monde capitaliste, et notamment dans le Tiers Monde. L'enquête sur les *contractors* porte sur les 250 premières firmes mondiales classées en fonction de leur volume de contrats à l'exportation (données disponibles depuis 1978), tandis que l'enquête sur les *design firms* retient les 200 premières firmes mondiales à l'exportation (données disponibles depuis 1982).

1 / Le tassement de la formation de capital au niveau mondial

Le tableau 1, qui retrace l'évolution des facturations des firmes d'ingénierie et des assembleurs tant à l'exportation que sur les marchés, souligne le tassement de la formation de capital au plan mondial.

TABLEAU 1. — Facturations totales (exportations + marché intérieur) des *design firms* et des *contractors* (en milliards de \$)

	DESIGN FIRMS		CONTRACTORS	
	Montant	Base 100 en 1982	Montant	Base 100 en 1982
1980	n.d.	n.d.	215	98.2
1981	n.d.	n.d.	236	108.5
1982	8.34	100.0	217.5	100.0
1983	8.65	103.7	204.0	93.8
1984	8.76	105.0	191.3	88.0
1985	10.10	121.1	209.5	96.3

Source : ENR (compilation des numéros de juillet et août de 1981 à 1986).

Les facturations des ensembliers (dominante de ventes de matériel et d'installations sur les ventes de prestations intellectuelles) tournent autour de 200 milliards de dollars, et la pointe de l'année 1981 à 236 milliards de dollars est suivie d'une période de récession, avec un léger redressement en 1985 au-dessus de la barre des 200 milliards. Seules les facturations des *design firms* (dominante de ventes de prestations intellectuelles sur les ventes de matériel et d'installations) sont en progression, mais le rapport entre ces deux types de facturations est de 1 à 20, même si les *design firms* améliorent leur poids.

2 / Le redéploiement vers les marchés des pays industriels (tableaux 2 et 3)

Les ensembliers se sont redéployés en direction de leurs marchés intérieurs ou ont développé leurs exportations en direction des marchés des pays industriels. Le montant de leurs facturations sur les marchés des pays industriels progresse de 125 milliards de dollars en 1980 à près de 150 milliards de dollars en 1985 de telle sorte que le poids des marchés industriels dans les facturations totales s'élève de 50 % en 1981 à plus de 70 % en 1985.

TABLEAU 2. — Facturations des ensembliers
sur « marchés industriels » et « marchés du Tiers Monde »
(en milliards de \$)

	TOTAL	TOTAL		TOTAL	
	"MARCHÉ MONDIAL" (Marchés intér. + Marchés à l'exportation)	"MARCHÉ TIERS-MONDE"	"MARCHÉS PAYS INDUSTRIELS (1)"		
		Valeur	%	Valeur	%
1980	215,0	89,6	41,7	125,4	58,3
1981	236,0	114,2	48,4	121,8	51,6
1982	217,5	102,7	47,2	114,8	52,8
1983	204,0	76,1	37,3	127,9	62,7
1984	191,3	62,8	32,8	128,5	67,2
1985	209,5	61,4	29,3	148,1	70,7

(1) Marchés intérieurs pays industriels + exportations vers pays industriels.

Source : ENR*

TABLEAU 3. — *Facturation des design firms*
sur « marchés des pays industriels » et « marchés du Tiers Monde »
(en millions de \$)

	TOTAL	TOTAL		TOTAL	
	"Marché mondial"	"Marchés Tiers-Monde"		"Marchés des pays industriels" (1)	
(Marchés intérieurs + marchés à l'exportation)		Valeur	%	Valeur	%
1 9 8 2	8 336	3 268,5	39,2	5 067,5	60,8
1 9 8 3	8 650	3 355,3	38,8	5 294,7	61,2
1 9 8 4	8 763	3 043,9	34,8	5 719,1	65,2
1 9 8 5	10 100	3 141,0	31,1	6 959,0	68,9

(1) Marchés intérieurs, pays industriels + exportation vers pays industriels.

Source : ENR.

Par contre, le niveau des facturations dans le Tiers Monde s'effondre de 114 milliards à 61 milliards de dollars de 1981 à 1985, soit un recul de près de 50 %, si bien que le poids des facturations sur les marchés du Tiers Monde dans les facturations totales n'est que de 29 % en 1985 contre près de 50 % en 1981. Cet effondrement du niveau des facturations signifie une formidable décélération de la formation de capital dans le Tiers Monde, une désindustrialisation massive.

L'évolution des facturations des *design firms* confirme le recul du poids de la formation de capital dans le Tiers Monde, de 40 % en 1982 à 31 % en 1985, même si le niveau des facturations se maintient autour de 3 milliards de dollars en raison d'une meilleure tenue des ventes de prestations intellectuelles (investissements de modernisation ou de réorganisation des activités productives pour partie).

3 / L'effondrement de la formation de capital selon les aires géographiques du Tiers Monde (tableaux 4 et 5)

Toutes les zones du Tiers Monde sont touchées par la désindustrialisation au vu de l'activité des ensembliers et des *design firms*.

En ce qui concerne l'activité des ensembliers (tableau 4), on relèvera l'importance de l'effondrement de la formation de capital :

— au Moyen Orient (de 51,2 milliards de dollars en 1982 à 21,6 milliards de dollars en 1985, soit un recul de 60 %);

TABLEAU 4. — *Facturation des ensembliers sur les marchés des pays du Tiers Monde par zones géographiques (en milliards de \$)*

ANNÉES	Moyen-Orient	Afrique	Asie	Amérique Latine	TOTAL
1980	42,2	16,2	15,1	16,2	89,6
1981	47,2	25,5	22,8	18,7	114,2
1982	51,2	17,7	23,5	10,3	102,7
1983	33,0	21,4	15,4	6,3	76,1
1984	26,6	12,5	18,3	5,4	62,8
1985	21,6	15,5	17,8	6,6	61,4

Source : ENR.

TABLEAU 5. — *Facturation des design firms sur les marchés du Tiers Monde par zones géographiques (en millions de \$)*

ANNÉES	Moyen-Orient	Afrique	Asie	Amérique Latine	TOTAL
1982	1 266,4	880,0	732,6	381,5	3 268,5
1983	1 341,5	816,7	822,9	374,2	3 355,3
1984	1 181,5	781,5	804,1	276,8	3 043,9
1985	974,0	792,0	919,0	456,0	3 141,0

Source : ENR.

- en Afrique (de 25,5 milliards de dollars en 1981 à 15,5 milliards de dollars en 1985 : moins 40 %);
- en Amérique latine (de 18,7 milliards de dollars en 1981 à 6,6 milliards de dollars en 1985 : moins 65 %).

Même l'Asie est touchée par la désindustrialisation depuis 1982 : les facturations passent de 23,5 milliards de dollars en 1982 à 17,8 milliards de dollars en 1985.

A noter que la seule reprise de la formation de capital a lieu en Amérique latine pour l'année 1985, où le niveau des facturations qui était de 5,4 milliards en 1984 se redresse à 6,6 milliards de dollars, ce que confirment plus amplement les facturations des *design firms* dans cette zone : 276,8 millions de dollars en 1984 et 456 millions de dollars en 1985, soit une progression de 65 % qui n'est pas sans rapport avec les processus de démocratisation et les plans d'ajustement (plan cruzado, plan austral).

4 / La nouvelle donne de la formation de capital dans le Tiers Monde

Premièrement, on voit se dessiner une nouvelle hégémonie des Etats-Unis sur la formation de capital dans le Tiers Monde : le poids des ensembliers et des *design firms* d'origine américaine progresse dans toutes les zones géographiques. La progression la plus spectaculaire est celle des *design firms* américaines en Amérique latine dont le poids s'élève de 49,3 % en 1982 à 64,6 % en 1985 en ce qui concerne le montant total des facturations dans cette aire géographique.

Deuxièmement, la formation de capital ne se dirige plus principalement vers l'industrie, mais vers « la gestion des populations » (bâtiment, infrastructure, transport, environnement), ce qui accentue encore le niveau de repérage de la désindustrialisation en cours. Cet investissement de « gestion des populations » n'est pas sans rapport avec la gestion d'une salarisation restreinte d'un côté et les formes de mise au travail de l'économie informelle de l'autre.

Troisièmement, la formation du capital dans l'industrie s'est recentrée des « mégaprojets », dont chaque contrat représentait plus d'un million d'heures de travail, vers des projets de modernisation, de réorganisation (petits et moyens contrats) de l'activité productive. Les « mégaprojets » ne figurent plus en 1985 qu'à hauteur de 35 % du chiffre d'affaires de Bechtel contre 64 % en 1980.

III. De l'expansion de la salarisation à l'émergence de la diversité des formes de mise au travail

Les décennies 60 et 70 ont connu une relative expansion de la salarisation dans le Tiers Monde, où l'industrialisation paraît essentiellement une mise en place de sociétés salariales. Certes, la salarisation s'y différencie très nettement de celle des pays industriels tant au niveau de son ampleur que du contenu du rapport salarial. De plus, de pays à pays, le processus de salarisation n'avait pas la même ampleur et recourait

ici et là à une salarisation restreinte qui en appelait à des formes de mise au travail diversifiées, notamment en recourant aux formes d'emploi de l'économie informelle. Mais, en tendance, la salarisation paraît être le phénomène principal.

La désindustrialisation qu'ouvre la décennie 80 se traduit par une inversion de tendance : la salarisation est bloquée, la salarisation restreinte domine, les formes d'emploi de l'économie informelle prennent le pas sur la salarisation officielle.

1 / Industrialisation et salarisation (1960-1980)

Sur certaines aires du Tiers Monde, disposant de ressources minières, énergétiques, agricoles..., l'Etat de l'économie a pu conduire, notamment sur la période 1950-1975, tout à la fois un élargissement relatif de la production marchande et une extension du salariat, surtout du salariat urbain (Palloix, 1983). Pour ce faire, la mise en valeur internationale des « ressources nationales » par l'Etat de l'économie servait non seulement à la formation d'un système productif assurée par des importations de biens d'équipements et de biens intermédiaires, mais aussi à la formation du salariat, dont l'entretien dépendait de l'importation de biens-salaires pour satisfaire les besoins essentiels du salariat urbain (Algérie, Mexique, Brésil par exemple), c'est-à-dire l'accès à un surproduit mobilisé ailleurs, et ceci parallèlement à d'autres formes de mobilisation d'un surproduit hors économique. L'Etat de l'économie s'était engagé dans une promesse vis-à-vis des populations rentrant dans le salariat, la promesse de l'accès à des biens-salaires pour les modalités d'entretien et de reproduction. De la formation du salariat, monté par l'Etat, a largement dépendu l'essor ou le sort des autres catégories sociales de l'économie, capitalistes, propriétaires fonciers, paysans. De manière exemplaire, il revient à l'Etat de l'économie de constituer les catégories sociales de celui-ci et cela *à partir* de l'extension généralisée du salariat qui est la condition nécessaire de consolidation des autres catégories sociales, à l'exception de celle des paysans qui vont en faire les frais, à l'inverse du cas français des années 1848-1870.

Sur la période 1960-1980, l'expansion du volume global d'emploi dans nombre de pays du Tiers Monde est assurée par la composante salariale dont le poids dans la population active pour certains pays (Brésil, Mexique, Hong-Kong, Singapour, Taïwan) s'apparente aujourd'hui à première vue à celui des principaux pays industriels : tableau 6.

Indiquons que, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, l'emploi salarié s'élève à 70,5 % de la population active en 1960 à 82 % en 1980 (BIT,

TABLEAU 6. — *Evolution du salariat en pourcentage de la population active dans quelques pays du Tiers Monde (1960-1980)*

	1960	1970	1980
A) Turquie	21,5	22,5	33,5
Taiwan	33,5	55,7	63,6
Corée du Sud	29,6	38,0	45,5
Hong-Kong		83,1	85,1
Indonésie		33,0	37,3
Pakistan	20,2	18,1	25,9
Philippines	27,2	39,9	42,1
Singapour	72,9	68,6	82,5
Thaïlande	11,8	15,4	21,7
Venezuela		61,8	64,2
Mexique		54,8	62,3
B Brésil	48,0	54,8	65,3
B) Algérie	42,0 (1966)	61,7 (1977)	68,2 (1984)
Maroc	34,7	37,2 (1971)	40,5 (1982)

Sources : A) C. Courlet (1985) d'après *Annuaire du BIT* ; B) C. Pintat (1986).

1984). Il serait bien sûr totalement erroné d'assimiler le système d'emploi des uns et des autres, ne serait-ce qu'en raison de la fiabilité des statistiques d'emploi dans les pays du Tiers Monde; indépendamment déjà de l'hétérogénéité fantastique du salariat selon les aires du Tiers Monde, salariat dans le Tiers Monde et salariat dans les pays capitalistes industriels ne recouvrent pas les mêmes formes, les mêmes contenus, le même rapport (internalité, externalité) à l'économique.

Les données macro-économiques d'emploi attirent simplement l'attention sur la *formation, l'élargissement d'un salariat* (dont il convient d'analyser les aspects spécifiques) qui apparaît à l'époque comme « la nouvelle donne » de nombreux pays du Tiers Monde¹. Pourtant immédiatement ces données dévoilent des processus très nets de *différenciation* selon les pays.

Le salariat, composante principale de la formation du système d'emploi, est souvent à dominante industrielle :

— la main-d'œuvre industrielle passe de 70 millions de personnes en 1960, à 150 millions en 1980 (Chine non comprise);

1. Cf. Sabolo (1980), Hopkins (1983), Palloix (1980 et 1983 a), Blanc (1984), Courlet (1985).

- l'emploi industriel aurait été multiplié par deux à Taïwan (de 1971 à 1982), par plus de trois au Brésil (de 1960 à 1975), par cinq en Corée du Sud (de 1960 à 1978) (Courlet, 1985);
- le salariat ouvrier apparaît souvent comme un vecteur important de l'extension du salariat (Palloix, 1980), comme c'est le cas en Algérie.

Contradictoirement, l'extension du salariat industriel et de services

- serait à forte composante féminine dans les pays du Sud-Est asiatique où le nombre absolu des femmes salariées a augmenté de façon plus rapide que celui des hommes salariés sur la période 1965-1980 avec une augmentation de l'effectif salarié due pour moitié à la mobilisation d'une force de travail féminine (Blanc, 1985);
- est à très forte dominante masculine dans nombre d'autres aires du Tiers Monde, avec un faible taux de salarisation féminine par exemple en Algérie (Hakiki-Talhahite, 1983) ou en Amérique latine.

Par ailleurs, l'extension du salariat peut prendre la forme d'un salariat d'Etat, notamment dans les pays d'Afrique (Sidibe, 1985), comme première forme embryonnaire du salariat.

Sans oublier le salariat lié au développement de l'économie informelle, celle-ci représentant 30 % du PIB au Brésil (Assouline, 1985) et 35,8 % de l'emploi en 1981,

- assurant 60 % des emplois et 50 % de la valeur ajoutée en Tunisie (Courlet, 1985);
- couvrant plus de 30 % des emplois en Colombie (Lopez Castano, 1984).

A l'inverse du salariat des pays industriels, plus stable malgré l'importance du développement du chômage, le salariat du Tiers Monde a un statut beaucoup plus *précaire* :

- si, en Tunisie, 67 % de la population salariée occupe un emploi dit stable, et 33 % un emploi flottant (saisonnier, occasionnel, temporaire), les emplois stables ont une durée de huit mois en moyenne, et un emploi sur trois du salariat ouvrier serait non permanent (Bernard, 1985);
- si l'emploi décroît très sensiblement dans l'industrie automobile du Brésil, de plus de 100 000 personnes en 1982 (Assouline, 1985), celui-ci est aussi profondément renouvelé (Betao, 1984).

2 / Désindustrialisation et salarisation restreinte (1980-1986)

L'expansion et la différenciation du salariat dans le Tiers Monde ont certes caractérisé la période 1960-1980, mais une nouvelle tendance émerge à la fin des années « soixante-dix » et au début des années « quatre-vingt », à savoir l'arrêt de l'expansion, voire sa *contraction*, mouvement qu'il est encore difficile de cerner statistiquement, mais qui est indiscutable. Le coup d'arrêt est imputable à l'impossibilité — quelle que soit la forme particulière que prend le salariat — de l'économie des pays du Tiers Monde à couvrir l'entretien et la reproduction d'un salariat urbain par une production de marchandises, d'assurer la relative internalisation du salariat dans l'économie pour fournir l'illusion que le salariat se reproduit par et dans une production de marchandises comme n'importe quelle autre marchandise, sa désindustrialisation exprime cette carence. Dit d'une autre manière, l'Etat de l'économie est incapable de garantir la promesse qu'il avait émise dans le cours de la salarisation, garantir le droit à l'existence par l'accès à des biens-salaires pour les populations urbaines, salariées dans le secteur officiel, ou pseudo-salariées dans l'économie informelle, ou exclues de tout accès à un emploi, d'où une montée des formes d'exclusion qui se traduit par des formes de mise au travail différenciées.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Aglietta Michel, Brender Anton (1984), *Les métamorphoses de la société salariale. La France en projet*, Paris, Calmann-Lévy, 274 p.
- [2] Assouline Gérard (1985), *Accumulajion du capital et mobilisation de la force de travail au Brésil (1970-1984)*, Grenoble, Cahiers IREP-Développement.
- [3] Benetti Carlo, Cartelier Jean (1980), *Marchands, salariat et capitalistes*, Paris, F. Maspero - Intervention en économie politique, 207 p.
- [4] Bernard Chantal (1985), *Le paradigme de l'emploi salarié en défaut également au Maghreb*, Grenoble, Cahiers IREP-Développement.
- [5] Betao (1984), *Les luttes ouvrières et le mouvement syndical dans l'industrie automobile au Brésil*, Communication au séminaire du CRMST, Paris, mars.
- [6] Blanc Monique (1985), *L'emploi salarié dans les pays du Sud-Est asiatique*, Grenoble, Cahiers IREP-Développement.
- [7] Bressand Albert (1986), *Déstabilisation technologique : le Tiers Monde dans la nouvelle économie mondiale*, in [21].
- [8] Courlet Claude (1985), *La mobilisation de la force de travail dans les pays semi-industrialisés*, Grenoble, Cahiers IREP-Développement.
- [9] Courlet Claude, Judet Pierre (1986), *Industrialisation et développement : la crise des paradigmes*, in [21].
- [10] *Engineering new records*, divers numéros (1981-1986).

- [11] Hakiki-Talhadite Fatiha (1983), *Travail domestique et salariat féminin. Essai sur les femmes dans les rapports marchands. Le cas de l'Algérie*, Oran, Thèse de Magister, 302 p.
- [12] Hopkins Michael (1983), Les tendances de l'emploi dans les pays en développement, *Revue internationale du Travail*, juillet-août, n° 4.
- [13] Humbert Marc (1986), La socio-dynamique industrialisante, in [21].
- [14] Ikonicoff Moïses (1986), L'industrialisation du Tiers Monde à l'épreuve des mutations, in [21].
- [15] Lopez Castano Hugo, Luz Hena Marta, Sierra Olivia (1984), L'emploi dans le secteur informel : le cas de la Colombie, dans É. Archambault-X. Greffe, *Les économies non officielles*, Paris, La Découverte.
- [16] Morice Alain (1982), *Les forgerons de Kaolack : travail non salarié et déploiement d'une caste au Sénégal*, Paris, Thèse de 3^e cycle, EHESS.
- [17] Palloix Christian (1980), Un essai sur la formation de la classe ouvrière en Algérie, Oran, *Cahiers du CDSH*, n° 5, 30 p.
- [18] Palloix Christian (1983), Rapport salarial et tensions sur l'économique. Le cas algérien, *Colloque : le nouvel ordre mondial*, Paris, septembre, 27 p.
- [19] Palloix Christian, Zarifian Philippe (1986), *La fracture de l'économique. Esquisse d'une théorie des modes de socialisation*, document ronéo, 270 p. (à paraître PUF).
- [20] Pintat Catherine (1986), *Quelques éléments statistiques sur les formes de mise au travail au Maroc et en Algérie*, Amiens, document ronéo, 10 p.
- [21] *Revue Tiers Monde* (1986), « La nouvelle industrialisation du Tiers Monde » (sous la direction de M. Ikonicoff), n° 107, juillet-septembre.
- [22] Sabolo Yves (1980), Industrialisation, exportations et emploi, *Revue internationale du Travail*, n° 4, juillet-août.
- [23] Sidibe M. (1984), *Salariat et État au Mali*, Paris, Thèse de 3^e cycle, Paris I, IEDS.